

RCS : DRAGUIGNAN

Code greffe : 8302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de DRAGUIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 D 00098

Numéro SIREN : 477 876 577

Nom ou dénomination : SCF BOUYSSOU

Ce dépôt a été enregistré le 12/08/2021 sous le numéro de dépôt 4052



Greffe du tribunal de commerce de Draguignan
CS 60223 - Palais de Justice 83006 DRAGUIGNAN CEDEX
Téléphone : 0494508327
www.greffe-tc-draguignan.fr - www.infogreffe.fr

MAG/2020 D 00098

M PIERRE BOUYSSOU - SCF BOUYSSOU
1270 CHEMIN NOTRE DAME
83570 CARCÈS

Nos références : MAG/2020 D 00098

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT

(Article R. 123-102 du code de commerce)

Concernant :

Société civile SCF BOUYSSOU

1270 CHEMIN NOTRE DAME
83570 CARCÈS

SIREN : 477 876 577

N° de gestion : 2020 D 00098

Le greffier soussigné constate le 12/08/2021 le dépôt, arrivé au greffe le 03/08/2021, enregistré sous le numéro 2021/4052, des actes et pièces suivants :

- Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire - 21/07/2021
 - o Transfert du siège social
- Liste des sièges sociaux antérieurs - 21/07/2021
- Statuts mis à jour - 21/07/2021

Récépissé délivré le 12/08/2021

Maître Cécile LESTOURNELLE-HALLEZ
Maître Odile GIULIANO



SCF BOUYSSOU
SC au capital fixe de 160400 euros
1270 CHEMIN NOTRE DAME
83570 CARCES
RCS DRAGUIGNAN 477 876 577

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE

12 AOUT 2021

83300 DRAGUIGNAN

Déposé sous le N°

2021/4052

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Le 21 juillet 2021, à 17 heures 30, 1270 chemin Notre Dame à Carcès -83570

Les soussignés :

Monsieur Pierre BOUYSSOU né le 06/05/1953 à Dreux 28, marié, de nationalité française, demeurant 1270 chemin Notre Dame à Carcès

Madame Dominique BOUYSSOU née STURBEAUX le 22/05/1951 à Villeneuve-St-Georges 94, mariée, de nationalité française, demeurant 1270 chemin Notre Dame à Carcès

représentant toutes les parts sociales de la société, sont réunis pour

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Ayant pour ordre du jour présenté par Madame Dominique Bouyssou, président, ce qui suit :

1/ Changement de l'adresse du siège social

A compter du 21 juillet 2021,

Résolution N°1

Le siège de la société est transféré à l'adresse suivante :

1270 chemin Notre Dame 83570 CARCES

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

2/ Augmentation du capital social

A compter du 21 juillet 2021,

Résolution N°2

Après acquisition d'un terrain à bâtir sis 1270 chemin Notre Dame 83570 CARCES, cadastré Section D, N°3278, lieudit Notre Dame, Surface 1219 m²,

Après obtention d'un permis de construire N° 083 032 19 B0007 en date du 11/02/2019,

Après construction d'une maison d'habitation d'une surface habitable de 130,96 m² plus annexes de 30 m²,

Le montant total du bien s'élève à 470 000 euros (quatre cent soixante dix mille euros), financé de la façon suivante :

-Apport de la SCF BOUYSSOU pour un montant de 250 000 EUROS (deux cent cinquante mille euros) par la vente d'une maison d'habitation sise 46B avenue du Maréchal Leclerc 17320, MARENNES

-Apport de Pierre BOUYSSOU pour un montant de 140 000 euros (cent quarante mille euros) par la vente de trois appartements sis 40 montée de Lorette Les Angles 30133,

-Apport de Pierre BOUYSSOU en numéraire pour un montant de 56 000 euros (cinquante six mille euros)

- Apport de Dominique BOUYSSOU en numéraire pour un montant de 24 000 euros (vingt quatre mille euros)

JD

P3

En conséquence, le capital social de la SCF BOUYSSOU est porté à 470 000 euros (quatre cent soixante dix mille euros).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

3/ Nouvelle répartition des parts sociales

A compter du 21 juillet 2021,

Résolution N°3

Le nombre de parts sociales est porté à 4700 parts de 100 euros (cent euros) chacune, numérotées de 1 à 4700 attribuées aux associés, à savoir :

Monsieur Pierre BOUYSSOU reçoit 3290 parts numérotées de 1 à 3290 en pleine propriété.

Madame Dominique BOUYSSOU reçoit 1410 parts numérotées de 3291 à 4700 en pleine propriété.

Cette nouvelle répartition des parts prend en compte l'annulation de la reconnaissance de dette établie le 1^{er} septembre 2002 entre Monsieur Pierre BOUYSSOU (l'emprunteur) et Madame Dominique BOUYSSOU née STURBEAUX (le prêteur), enregistrée à la recette principale des impôts de Aubagne le 12/11/2002 Bordereau N° 2002/441 case N° 6 Ext 1352, pour un montant de 76225 euros représentant 30 % de l'investissement de la maison d'habitation sise 816 route de la Diote - 13850 GREASQUE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

4/ Mises à jour des statuts

Les statuts seront mis à jour conformément aux résolutions adoptées ce jour. Les formalités seront réalisées auprès des organismes compétents.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures 30. Par conséquent, il est dressé le présent procès-verbal signé par les associés.

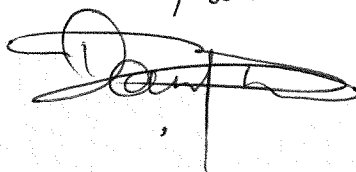
Fait à Carcès, le 21 juillet 2021 en quatre exemplaires

Signature des intervenants

P. BOUYSSOU



D. Bouyssou



Le soussigné : Pierre BOUYSSOU demeurant 1270 chemin Notre Dame à CARCES 83570

Agissant en qualité de cogérant de la SCF BOUYSSOU au capital de 470 000 EUROS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro

477 876 577 au RCS de DRAGUIGNAN.

Déclare, conformément aux dispositions de l'article R 123-110 du Code de commerce :

Que les sièges sociaux antérieurs de la Société SCF BOUYSSOU ont été les suivants :

- 24 rue HOCHÉ 83570 CARCES inscrit au greffe du tribunal de DRAGUIGNAN, du 11/01/2020 au 20/07/2021.
- 46B avenue du Maréchal Leclerc 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE, inscrit au greffe du tribunal de commerce de LA ROCHELLE, du 11/02/2012 au 10/01/2020.
- 26 LOT BEAUSOLEIL 13119 SAINT-SAVOURNIN inscrit au greffe du tribunal de commerce de MARSEILLE du 30/05/2007 au 10/02/2012.
- 816 route de LA DIOTE 13850 GREASQUE inscrit au greffe du tribunal de MARSEILLE du 30/06/2004 au 29/05/2007.

Fait en 2 exemplaires,
A CARCES
Le 21 juillet 2021

Signature du représentant légale de la société.



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE

12 AOUT 2021

83300 DRAGUIGNAN
Déposé sous le N°

**GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE**

12 AOUT 2021

**83300 DRAGUIGNAN
Déposé sous le N°**

SCF BOUYSSOU

Société civile au capital de 470 000 €

RCS DRAGUIGNAN 477 876 577

**SIEGE SOCIAL :
1270 chemin Notre Dame
83570 CARCES**

**STATUTS MIS A JOUR
LE 21 juillet 2021**

Suivant assemblée générale extraordinaire du 21 juillet 2021

L'an 2021,
le 21 juillet

Monsieur Pierre Gilbert BOUYSSOU, retraité, demeurant à Carcès 83570, 1270 chemin Notre Dame,
né à Dreux 28100 le 6 mai 1953,
veuf en premières noces de Madame Marinette Muguet Josette BIGNON,
Marié en deuxième noces avec Madame Dominique Pierrette Marcelle STURBEAUX, le 3 juillet 2004 à Gréasque 13850, un contrat de mariage ayant été établi en l'étude de maître STAIBANO à Gardanne,
de nationalité française,
résident au sens de la réglementation fiscale,
ici présent.

Madame Dominique Pierrette Marcelle STURBEAUX, retraitée, demeurant à Carcès 83570, 1270 chemin Notre Dame,
née à Villeneuve-St-Georges 94190 le 22 mai 1951,
divorcée de Monsieur Claude DARMIGNY suivant jugement rendu par le tribunal de grande instance de Chartres 28000 le 6 janvier 1993,
Mariée en deuxième noces avec Monsieur Pierre Gilbert BOUYSSOU, le 3 juillet 2004 à Gréasque 13850, un contrat de mariage ayant été établi en l'étude de maître STAIBANO à Gardanne,
de nationalité française,
résident au sens de la réglementation fiscale,
ici présente.
Lesquels ont modifiés les statuts de la société civile SCF BOUYSSOU N° RCS 477 876 577

STATUTS

1- CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

1-1 Pouvoirs pour les formalités constitutives

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux, copies ou extraits conformes des pièces constitutives, à l'effet d'accomplir toutes formalités requises.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, domiciliés et élus au siège de la société.

2- CARACTERISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Premiers membres des organes sociaux.

2-0 DÉNOMINATION SOCIALE :

La dénomination sociale est : « SCF BOUYSSOU » .

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers. Elle doit être précédée ou suivie de manière lisible, des mots « société civile » suivi de l'indication du capital social. En outre, elle doit indiquer en en-tête de ses factures, notes de

commande, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toute correspondance et récépissé concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée à son titre principal au registre du commerce et des sociétés et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

2-1 FORME

La société à la forme d'une société civile régie par les articles 1845 et suivants du code civil.

2-2 SIÈGE SOCIAL – REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Le siège de la société est situé :

1270 chemin Notre Dame 83570 CARCES,

du ressort du tribunal de commerce de DRAGUIGNAN, lieu de son immatriculation registre du commerce et des sociétés.

Il peut être transféré à tout autre endroit sur décision extraordinaire collective des associés.

2-3 OBJET SOCIAL

La société a pour objet la gestion d'un patrimoine familial, et à cet effet :

Tous placements financiers de « père de famille »

L'acquisition, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement d'immeubles bâtis ou non bâtis situés en France.

L'affectation en copropriété si il y a lieu, et la mise en valeur de toutes manières de tout ou partie de ces immeubles même par l'édification de toute augmentation et construction nouvelle.

La mise en valeur, l'achat, la prise à bail de ces immeubles avec ou sans promesse de vente, la location, l'exploitation de tous immeubles sociaux bâtis³ ou non bâtis.

L'aliénation en totalité ou en partie par voie de vente, d'échange, partage de société, apport en société ou autrement des immeubles sociaux.

La participation de la société à toute entreprise ou société créée ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et ce par tous moyens notamment voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions ou autrement.

Et d'une autre façon générale, toutes opérations mobilières ou immobilières ou financières susceptibles de faciliter la réalisation des objets ci-dessus définis, à l'exception de toutes opérations susceptibles de faire perdre à la société son caractère civil.

Pour réaliser cet objet ou pour en faciliter la réalisation la société peut recourir en tous lieux à tous actes et opérations notamment pour faire tous emprunts, constituer hypothèque ou tout autre sûreté réelle sur les biens sociaux dès lors que ces actes et opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

2-4 DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

2-4-0 Détermination

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

2-4-1 Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La prorogation donne lieu à une décision collective des associés prise à la majorité exigée pour la modification des statuts.

2-4-2 Dissolution

La société n'est dissoute par aucun des événements suivants survenus à un ou plusieurs des associés qu'ils soient fondateurs ou non : décès, incapacité, déconfiture, règlement judiciaire, liquidations des biens, faillite personnelle, dissolution, disparition de la personnalité morale.

La société n'est pas dissoute par la cessation des fonctions d'un gérant, au contraire, la société est dissoute par anticipation sur décision collective des associés prise à la majorité prévue pour la modification des statuts.

Par exception la société sera dissoute dans les douze mois suivants le décès du dernier de monsieur Pierre BOUYSSOU ou de madame Dominique STURBEAUX épouse BOUYSSOU associés ci-dessus désignés. Dans un délai de six mois, tout associé pourra exiger la tenue d'une assemblée générale extraordinaire où devra être proposée la prorogation de la société. Alors un ou plusieurs associés pourront décider de sa prorogation à la condition d'offrir aux autres associés de :

- Se retirer de la société nonobstant les dispositions de l'article 6.0.0. ;
- Leur racheter leurs parts.

Les droits des associés sortants seront évalués d'un commun accord ou à défaut conformément à l'article 1843-4 du code civil et devront être réglés dans les 6 mois de l'AGE. Les frais attachés à la prorogation de la société seront supportés par ceux qui en auront fait la demande.

Passé le délai de 12 mois, tout associé pourra agir en justice pour faire demander la dissolution.

2-5 CAPITAL SOCIAL. PARTS SOCIALES. APPORTS

2-5-0 Montant du capital et parts sociales

Le capital social s'élève à quatre cent soixante dix mille euros (470 000 euros).

Il est divisé en 4700 parts sociales de 100 euros chacune numérotées de 1 à 4700.

2-5-1 Apports. Souscription et libération

-Apport de la SCF BOUYSSOU pour un montant de 250 000 EUROS (deux cent cinquante mille euros) par la vente d'une maison d'habitation sise 46B avenue du Maréchal Leclerc 17320, MARENNES,

-Apport de Pierre BOUYSSOU pour un montant de 140 000 euros (cent quarante mille euros) par la vente de trois appartements sis 40 montée de Lorette LES ANGLES 30133,

-Apport de Pierre BOUYSSOU en numéraires pour un montant de 56 000 euros (cinquante six mille euros)

- Apport de Dominique BOUYSSOU en numéraires pour un montant de 24 000 euros (vingt quatre mille euros)

2-5-2 Montant du capital et parts sociales.

Par suite de l'augmentation du capital social au 21 juillet 2021, le capital est désormais fixé à la somme de quatre cent soixante dix mille euros (470 000 euros), et dorénavant divisé en 4700 parts de 100 euros chacune, entièrement souscrites et libérées numérotées de 1 à 4700 attribuées aux associés,
à savoir :

Associés	Nombre	Numéros	Nature du droit
Pierre Bouyssou	3290	1 à 3290	Pleine propriété
Dominique Bouyssou	1410	3291 à 4700	Pleine propriété
TOTAL	4700		

Conformément à la loi, les associés déclarent que les dites parts sont souscrites en totalité et attribuées comme il est indiqué ci-dessus.

2-6 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

2-7 PREMIERS MEMBRES DES ORGANES SOCIAUX

Les soussignés désignent comme cogérants :

Monsieur Pierre BOUYSSOU et madame Dominique BOUYSSOU née STURBEAUX associés susnommés, pour une durée illimitée, lesquels acceptent d'exercer les dites fonctions de gérant qui leur sont ainsi confiées.

En cas de décès de l'un des deux, le survivant exercera seul la gérance.

3- ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

3-0 GERANCE

3-0-0 Nomination, démission, révocation des gérants.

0-Nomination

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personnes physiques ou morales, désignées pour une durée déterminée ou non, par décision collective extraordinaire des associés.

Les premiers gérants de la société ont été désignés ci-dessus en 2.7.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant, l'acte de nomination indique le nom de ses représentants légaux. Leur changement emporte rectification de l'acte de nomination et doit être publié comme l'acte lui-même.

1. - Démission. - Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée postée six mois au moins avant la clôture de l'exercice en cours, sa décision ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture. Elle expose néanmoins le démissionnaire à des dommages-intérêts si la cessation de ses fonctions cause un préjudice à la société.

La démission n'est recevable en tout état de cause - si le gérant est unique - qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée ou d'une consultation écrite des associés, en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

2. - Révocation. - Les associés ne peuvent mettre fin avant terme au mandat d'un gérant par décision collective extraordinaire que pour faute grave.

La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime.

3. - Vacance de tout mandat. - Si pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel est situé le siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Si la société a été dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal de Grande Instance de se prononcer sur la dissolution éventuelle de la société.

4. - Publicité. - La nomination et la cessation des fonctions du gérant donnent lieu à publication, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la cessation des fonctions d'un gérant, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

Un gérant qui a cessé ses fonctions peut exiger, par toute voie de droit, toute modification statutaire et requérir l'accomplissement de toute publicité rendue nécessaire par la cessation de fonctions.

3.01. - POUVOIRS DU GERANT :

0. - Pouvoirs externes. - Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant, est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

1. - Pouvoirs internes. - Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes entrant dans l'objet social.

S'il y a plusieurs gérants :

- Ils exercent conjointement ces pouvoirs.

- Pour faciliter la gestion courante de la société, toute opération impliquant un engagement, direct ou indirect, inférieur à une limite fixée chaque année par décision collective ordinaire des associés pourra être prise par un seul gérant.

- A défaut de décision de l'AGO, cette limite est fixée à 15.000 Euros.

En cas de désaccord entre eux, et à la condition que le désaccord ne porte ni sur l'acquisition la vente l'obtention d'un prêt immobilier ou la constitution d'une servitude réelle sur un bien de la société, tout gérant pourra demander à l'assemblée générale ordinaire l'autorisation d'accomplir seul l'acte.

2. - Signature sociale. - La signature sociale est donnée par l'apposition de la signature personnelle des gérants, de l'un ou de plusieurs d'entre eux, précédée de la mention "Pour la SCF BOUYSSOU", complétée par l'une des expressions suivantes : "Le gérant", "Un gérant" ou "Les gérants".

3. - Délégation de pouvoirs. - Un gérant peut donner à toute personne de son choix, toutes délégations de pouvoirs limitées dans leur durée et dans leur objet, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions visées supra en 3.0.1.1.

En cas de pluralité de gérants, la délégation consentie par un gérant sans l'accord des autres gérants ne pourra être opposable aux associés que pour autant que le gérant déléguant aurait eu le pouvoir pour agir seul.

3.0.2. - ASSIDUITE DES GERANTS :

Les gérants consacrent aux affaires sociales le temps et les soins qui leur sont nécessaires. Pendant l'exercice de ses fonctions, le gérant s'engage à ne pas faire, directement ou indirectement, concurrence aux activités sociales.

3.0.3. - REMUNERATION DES GERANTS :

La gérance n'ouvre droit à aucune rémunération.

Tout gérant a droit, au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

3.0.4. - RESPONSABILITE DU GERANT :

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes fautes, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

3.1. - CONTROLE DE LA SOCIETE :

La comptabilité sociale, comme la gestion, ne fait l'objet d'aucun contrôle particulier autre que celui résultant du droit d'information individuel des associés évoqué infra en 6.3.

Ultérieurement, les associés pourront décider de la nomination d'un commissaire aux comptes et/ou de la désignation d'un conseil de surveillance.

4. - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision collective extraordinaire des associés. Ces opérations ont lieu, selon le cas, au moyen de la création de parts sociales nouvelles, de l'élévation ou de la diminution de la valeur nominale des parts existantes, de l'échange de parts sociales ou de l'annulation de parts sans échange.

L'augmentation de capital a lieu par voie d'apport de biens en nature ou de numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ou par incorporation de primes, réserves ou bénéfices.

En cas de souscription de parts de numéraire, les associés organisent, s'ils le jugent opportun, toutes modalités de souscription, avec ou sans droit préférentiel à titre irréductible et réductible. La décision fixe les modalités de libération ; à défaut, celle-ci intervient comme précisé infra en 5.1.

La réduction de capital a lieu en vue de la résorption de pertes ou en vue, soit du remboursement, soit du rachat des parts sociales ou encore par voie d'attribution de biens sociaux.

Toute décision emportant acceptation ou constatation, selon le cas, du retrait d'un associé ou celle dont il résulte que ne sont pas agréés les héritiers ou légataires d'un associé décédé ou les dévolutaires d'un associé, dont la personnalité morale est disparue, vaut réduction de capital au moyen de l'annulation des parts sociales concernées à hauteur de la valeur nominale de celles de ces parts qui ne seraient pas rachetées par les associés ou toute autre personne dûment agréée, la gérance ayant tous pouvoirs pour régulariser l'opération et la rendre opposable aux tiers.

5. - PARTS SOCIALES

5.0. - PROPRIETE. CESSION. INDIVISIBILITE.

5-0-1 NON NEGOCIABILITE

En aucun cas, une part sociale ne peut être représentée par un titre négociable.

La propriété d'une part sociale résulte seulement des statuts de la société, des actes qui pourraient les modifier, des cessions et mutations de parts sociales qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

5-0-2 CONSTATATION DES MUTATIONS PAR ACTE AUTHENTIQUE OU SOUS SEING PRIVE.

Elle n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signalée par acte d'huissier de justice ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication sous forme d'un dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession s'il est notarié, ou de deux originaux s'il est sous seing privé.

Lorsque deux époux sont simultanément membres d'une société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre, pour être valables, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du CEDANT.

5-0-3 DELIVRANCE DES PIECES VISEES CI-DESSUS

Toutes pièces visées en 0 et 1 du présent paragraphe 5.0. seront délivrées en copies certifiées conformes par un gérant à tout associé sur demande, aux frais de la société à moins qu'elles n'aient déjà été fournies, auquel cas la gérance sera en droit d'exiger le remboursement des frais de copie et d'envoi.

Lorsqu'une copie à jour des statuts est délivrée en suite d'une modification statutaire, à ce document est annexée la liste à jour des associés ainsi que des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes ou des membres du conseil de surveillance.

5-0-4. INDIVISIBILITES DES PARTS SOCIALES A L'EGARD DE LA SOCIETE

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. - Les propriétaires indivis d'une part ou de plusieurs parts sociales sont représentés à l'occasion des diverses manifestations de la vie sociale, ainsi que le mandataire unique, visé infra en 6.3.4.

5.1. - LIBERATION DES PARTS SOCIALES :

5-1-0. APPORT EN NATURE

Toute part sociale représentative d'un apport en nature doit être libérée intégralement au plus tard le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés ou de l'inscription modificative de cette immatriculation consécutive à l'augmentation de capital intervenue.

5-1-2. APPORTS EN NUMERAIRE

Sous réserve des autres conditions de libération des parts sociales de numéraire, créées à la fondation et stipulées supra en 1.2., et de celles qui résulteraient expressément de la décision collective les ayant créées, les parts de numéraire sont libérées en partie à la souscription. Le surplus est versé dans la caisse sociale, au fur et à mesure des besoins sociaux sur appels de la gérance effectués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de retard dans les versements échelonnés stipulés dans les présents statuts ou consécutifs aux appels de fonds visés à l'alinéa qui précède, le souscripteur sera de plein droit débiteur de l'intérêt légal décompté à partir de l'échéance non respectée, le tout sans préjudice du droit pour la société d'intenter toutes actions appropriées et de solliciter tous dommages - intérêts.

Tous les versements à la société peuvent être effectués par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

6. - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

6.0. - DROITS DE DISPOSITION SUR LES PARTS SOCIALES :

La cession entre vifs des parts sociales, et le sort des parts ayant appartenu à un associé ou dont la personnalité morale est disparue, sont réglés comme suit.

6.0.0. - CESSIONS ENTRE VIFS. AGREMENT :

0. - Cessions soumises à l'agrément. - Toutes opérations notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, attributions en suite de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou ex-époux, donations, ayant pour but ou pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété, sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises à l'agrément de la société.

1. - Cessions libres. - Toutefois, interviennent librement les opérations entre associés.

2. - Organe compétent. - L'agrément est de la compétence de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.

3. - Procédure à suivre en vue de la décision sur l'agrément. - Le CEDANT notifie le projet de cession avec la demande d'agrément par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société dans tous les cas, puis à chacun de ses coassociés lorsque l'agrément doit être donné par la collectivité des associés.

L'organe compétent statue dans le mois de la notification à la société du projet de cession et sa décision est, elle-même, notifiée aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle s'applique obligatoirement à la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession.

La gérance - lorsqu'elle est habilitée à statuer sur l'agrément - préalablement à un refus d'agrément doit, par lettre recommandée, aviser les associés de la cession projetée et leur rappeler les dispositions tant des articles 1862 et 1863 du Code Civil que des présentes stipulations, ceci dans les huit jours à compter de la notification du projet de cession à la société.

4. - Conséquence du non-agrément - La décision de l'organe compétent dont il résulte que le projet de cession n'est pas agréé, donne lieu à des offres d'achat d'associés, de tiers dûment agréés ou de la société qui sont transmises par la gérance au CEDANT.

Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification du projet de cession non agréé à la société, avec réduction à l'unité inférieure si nécessaire, les rompus profitant à celui des associés qui était titulaire du plus grand nombre de parts.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, la société peut faire acquérir les parts par un tiers agréé par la gérance. La société peut également procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La gérance a pour mission de collecter les offres individuelles d'achat émanant des associés, de les rendre cohérentes puis, s'il y a lieu, de susciter l'offre de tiers ou de la société.

A cette fin, la gérance peut impartir aux associés un délai - qui ne peut être inférieur à un mois - pour notifier leur offre d'achat individuelle à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si les offres sont notifiées avant intervention de la décision sur l'agrément, elles sont réputées faites sous la condition que cette décision n'entraîne pas l'agrément du projet de cession.

La gérance notifie au CEDANT, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert.

En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé, à la date de notification à la société du projet de cession, par un expert désigné, soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible, le tout sans préjudice du droit du CEDANT de conserver ses parts. La partie la plus diligente propose le nom de l'expert désigné à l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en lui impartissant un délai pour faire connaître son acceptation ou son refus. En cas de refus, comme à défaut de réponse, qui doit être donnée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, il est procédé sans tarder à la désignation de l'expert par voie de justice.

Les frais et honoraires d'expertise sont supportés, moitié par le CEDANT, moitié par le ou les acquéreurs au prorata des parts acquises.

Si le rachat des parts ne peut intervenir pour une cause quelconque, les frais et honoraires d'expertise sont à la charge exclusive du défaillant ou renonçant.

5. - Régularisation du rachat - la gérance veille à la régularisation du rachat, c'est-à-dire à la constatation, dans un acte écrit, du transfert de la propriété des parts. Elle peut, en cas d'inaction ou d'opposition, faire sommation aux intéressés de comparaître aux jour et heure fixés devant le Notaire désigné par elle. Si l'une des parties ne comparaît pas ou refuse de signer, la mutation des parts pourra être régularisée d'office par déclaration de la gérance en forme authentique, sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature du défaillant. En cas de refus de signer ou de non-comparution, tout à la fois du CEDANT et du CESSIONNAIRE, la société peut faire constater la cession par le tribunal compétent.

Le prix est payable comptant le jour de la régularisation.

6. - Délai de notification des offres d'achat - Si aucune offre d'achat portant sur toutes les parts, dont la cession était projetée, n'est faite au CEDANT, dans un délai de six mois, à compter de la dernière des notifications prévues supra au premier alinéa du 6.0.0.3., l'agrément du projet initial de cession est réputé acquis, à moins que les autres associés, à l'unanimité, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la société, décision que le CEDANT peut rendre caduque s'il notifie à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa renonciation au projet initial de cession dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de la décision de dissolution.

7. - Conséquence de la non-réalisation du projet de cession agréé. - Tout agrément, exprès ou implicite, d'un projet de cession, est réputé donné sous la condition de la réalisation effective de la cession dans un délai de deux mois à compter, soit de la décision d'agrément, soit du jour où le projet est réputé agréé ; à défaut de réalisation dans ce délai, une nouvelle demande d'agrément doit être présentée.

8. - Nantissement de parts sociales. - Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique. Le nantissement donne lieu à la publicité décrite aux articles 63 à 67 du décret n° 78-9 du 4 janvier 1978.

Tout associé peut obtenir par décision extraordinaire de la collectivité des associés son agrément à un projet de nantissement dans les conditions stipulées supra de 6.0.0.0. à 6.0.0.7.

Le consentement donné au projet emporte agrément du **CESSIONNAIRE** en cas de réalisation forcée des parts sociales, à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification de la vente forcée. Si aucun associé n'exerce la faculté de substitution, la société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

9. - Réalisation forcée de parts sociales. - La réalisation forcée de parts sociales qui ne procède pas d'un nantissement auquel le consentement a été donné par application des dispositions visées supra en 6.0.0.8., doit être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts, dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code Civil, en tenant compte de ce qui est dit supra en 6.0.0.4.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue supra au dernier alinéa du 6.0.0.8. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'**ACQUEREUR**.

6.0.1. - TRANSMISSION POUR CAUSE DE DECES OU DE DISPARITION DE LA PERSONNALITE MORALE D'UN ASSOCIE :

Lors du décès d'un associé la qualité d'associé est transmise de plein droit aux héritiers ou légataire qui aurait été dispensé d'agrément en cas de cession entre vifs tels qu'expliqué ci-dessus au 6.0.0.1.

Tout dévolutaire, personne physique ou morale, de parts sociales pour cause de disparition de la personnalité morale d'un associé pour devenir associé, doit obtenir l'agrément de la collectivité des associés se prononçant par décision ordinaire hors la présence de ces dévolutaires, les voix attachées aux parts de leur auteur n'étant pas retenues pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les héritiers, légataires, dévolutaires, doivent justifier de leurs qualités et demander leur agrément s'il y a lieu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé. A défaut, la société peut les mettre en demeure d'apporter ces justifications dans un délai déterminé à peine d'astreinte.

Les héritiers, légataires ou dévolutaires qui ne deviennent pas associés n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de leur auteur. Cette valeur doit être payée par les nouveaux titulaires des parts ou par la société elle-même, si celle-ci les a rachetées en vue de leur annulation.

Cette valeur est déterminée au jour du décès ou de la disparition de la personnalité morale, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

6.1. - DROIT DE SE RETIRER DE LA SOCIETE :

0. - Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société, après autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

La demande de retrait est notifiée à la société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le retrait peut également être autorisé pour juste motif par une décision de justice.

1. - La déconfiture, l'admission au règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle d'un associé entraînent son retrait d'office de la société.

2. - En cas d'autorisation, le retrait prend effet à la clôture de l'exercice en cours au jour de notification de la demande de retrait. Dans les cas prévus supra en 6.1.1., le retrait prend effet au jour d'intervention de l'événement générateur.

La valeur des droits est fixée à la date d'effet du retrait.

3. - A moins qu'il ne demande la reprise en nature du bien qu'il avait apporté à la société, ce qu'il ne peut faire dans les cas visés supra en 6.1.1., l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Le remboursement a lieu un mois au plus tard après la date d'approbation des comptes de l'exercice en cours au jour du retrait et, si la fixation de la valeur de remboursement est postérieure à cette approbation, un mois au plus tard après cette fixation, sans qu'il soit dû aucun intérêt en sus.

Les frais et honoraires d'expertise sont intégralement à la charge du retenant.

6.2. - DROITS SUR LES BENEFICES, LES RESERVES ET LE BONI DE LIQUIDATION :

Outre le remboursement du capital, non déjà amorti, qu'elle représente, chaque part sociale donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices annuels, les primes, les réserves et le boni de liquidation.

Les pertes ou le mali de liquidation, s'il en existe, sont supportés dans les mêmes conditions.

6.3. - DROIT D'INTERVENTION DANS LA VIE SOCIALE :

0. - Une fois par an, tout titulaire de parts a le droit d'obtenir communication des livres et des documents sociaux.

A tout moment, il peut poser des questions écrites à la gérance sur la gestion sociale, auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

1. - Un associé peut prétendre aux fonctions de gérant dans les conditions évoquées supra en 3.0.

2. - Il participe aux décisions collectives d'associés dans les conditions évoquées infra en 7.

3. - Les propriétaires indivis, d'une ou plusieurs parts sociales, sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, ce mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance à la requête du plus diligent des indivisaires.

6.4. - DROIT AU MAINTIEN DES ENGAGEMENTS SOCIAUX :

En aucun cas, les engagements définis aux présents statuts ne peuvent être augmentés sans l'accord individuel de l'associé concerné.

6.5. - OBLIGATION AUX DETTES SOCIALES :

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion du nombre de parts qu'ils possèdent à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Cependant, les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir vainement poursuivi la société, conformément aux prescriptions légales et réglementaires, applicables en la matière.

6.6. - OBLIGATION DE RESPECTER LES STATUTS :

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts ainsi qu'aux décisions collectives d'associés et aux décisions de la gérance.

Héritiers et créanciers ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, ni s'immiscer dans les actes de la vie sociale.

6.7. - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES :

Tout titulaire de parts, en accord avec le gérant, peut déposer des fonds dans la caisse sociale en vue de faciliter le financement des opérations sociales. Les conditions d'intérêt et de retraits sont fixées en accord avec le gérant et conformément à la législation en vigueur. A défaut d'accord exprès en ce sens, les fonds ne portent pas intérêt.

7. - DECISIONS COLLECTIVES D'ASSOCIES

7.0. - Nature. Quorum. Majorité.

7.0.0. - DECISIONS EXTRAORDINAIRES :

Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification, directe ou indirecte, des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature ou encore celles qui exigent d'être prises à une condition de majorité autre que celle visée infra en 7.0.1..

Pour être valablement prises, les décisions extraordinaires exigent la présence ou la représentation de la moitié au moins des parts sociales émises par la société.

Elles sont adoptées à la double condition d'obtenir la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées et l'accord du gérant. En cas de pluralité de gérant, il faudra leur accord unanime.

Par exception la révocation des premiers gérants, savoir Monsieur Pierre BOUYSSOU, et Madame Dominique STURBEAUX, et nonobstant toutes autres clauses des présents statuts, ne pourra être prise qu'à l'unanimité des voix y compris la leur le cas échéant.

La révocation pourra être obtenue à l'unanimité des voix, exceptées celles du gérant devenu incapable.

7.0.1. - DECISIONS ORDINAIRES :

Sont de nature ordinaire, toutes décisions collectives qui ne sont pas dans le champ d'application des décisions de nature extraordinaire, notamment :

- celles s'appliquant à l'approbation du rapport écrit d'ensemble des gérants sur l'activité de la société, au cours de l'exercice écoulé, comportant l'indication des bénéfices réalisés ou des pertes encourues et le quitus de la gestion ;
- celles s'appliquant à l'affectation et à la répartition des résultats.

Pour être valablement prises, les décisions ordinaires exigent la présence ou la représentation du tiers au moins des parts sociales émises par la société.

Elles sont adoptées à la majorité des parts présentes ou représentées.

7.0.2. - SOCIETE FORMEE DE DEUX ASSOCIES :

Si la société vient à ne comprendre que deux associés, toutes décisions, ordinaires et extraordinaires, sont prises à l'unanimité.

7.0.3. - PARTS SOCIALES DEMEMBRÉES :

Dans le cas où une part sociale serait démembrée, le droit de vote appartiendrait :

- à l'usufruitier pour les décisions ordinaires, la nomination du gérant, toutes les décisions relatives aux bénéfices, et toutes les décisions relatives à une augmentation ou une réduction du capital social ;
- au nu-propriétaire pour les assemblées extraordinaires sauf ce qui précède.

Le gérant sera tenu d'informer les titulaires de droit démembré de toutes les assemblées et il ne pourra leur en être refusé l'accès même s'ils n'ont pas droit au vote.

7.1. - INITIATIVE DES DECISIONS :

Les décisions collectives sont prises à l'initiative de la gérance. En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux doit informer le ou les autres de son intention de provoquer une décision collective. A défaut d'accord entre eux sur le libellé de l'ordre du jour et du texte du projet de résolutions, le plus diligent d'entre eux fait arrêter l'ordre du jour et le texte des résolutions par le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés et sans recours, tous gérants entendus. La décision de justice désigne alors celui des gérants chargé de provoquer la décision collective.

Tout associé non-gérant peut, à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une décision collective des associés sur une question déterminée. Si la gérance fait droit à cette demande, elle provoque la décision nécessaire. Sauf si la question porte sur le retard d'un gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine intervention collective des associés.

Si la gérance s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer les délibérations des associés selon toutes modalités prévues aux statuts. Les frais de convocation ou de consultation sont à la charge de la société.

7.2 - FORME DES DECISIONS :

Les décisions collectives des associés s'expriment, soit par la participation de tous les associés à un même acte, authentique ou sous seing privé, soit en assemblée, soit enfin par voie de consultation écrite.

7.2.0. - ASSEMBLEES :

Les convocations à une assemblée sont faites par lettre recommandée postée au moins quinze jours avant le jour fixé pour la réunion. La lettre contient l'indication de l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions, qui y sont inscrites, apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

A la lettre de convocation sont joints le texte du projet de résolutions, le ou les rapports établis pour être présentés à l'assemblée ainsi que, s'il y a lieu, tous autres documents nécessaires à l'information des associés. Toutefois, pour limiter les frais de convocation, la gérance peut adresser ces documents par simple lettre.

A toutes fins utiles, tous ces documents sont tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

L'assemblée est présidée par le gérant présent le plus âgé ou par le mandataire de justice ayant procédé à la convocation ; à défaut, par l'associé présent et acceptant, titulaire et représentant le plus grand nombre de parts sociales ou, en cas de refus, par un associé désigné par l'assemblée. L'assemblée peut désigner un secrétaire, associé ou non ; à défaut, le Président de séance assume lui-même le secrétariat de l'assemblée.

Il n'est pas désigné de scrutateur, à moins que la société ne vienne à comprendre plus de dix associés, auquel cas le Président de séance désigne le scrutateur au sein des membres de l'assemblée.

Tout associé peut se faire représenter aux réunions par un autre associé ou par son conjoint justifiant d'un pouvoir spécial, étant entendu qu'un mandataire ne peut représenter plus de trois associés. Le représentant légal d'une personne morale associée peut déléguer tel mandataire spécial de son choix, en conformité des statuts de cette personne morale.

7.2.1. - CONSULTATION ECRITE :

En cas de consultation écrite, la gérance notifie, en double exemplaire, à chaque associé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte du projet de chaque résolution ainsi que tous les documents visés supra au deuxième alinéa du 7.2.0. en le priant d'en retourner un exemplaire, daté et signé, avec indication au pied de chaque résolution, des mots écrits de la main de l'associé "adopté" ou "rejeté", étant entendu qu'à défaut de telles mentions, l'associé est réputé s'être abstenu sur la décision à prendre au sujet de la résolution concernée.

L'associé dispose d'un délai minimum de quinze jours à compter de la date de réception des documents nécessaires à son information, pour émettre son vote et celui-ci, pour être retenu, doit parvenir au siège de la société dans les trente jours à compter de la date d'envoi de la consultation. La lettre de consultation fait mention de ce délai.

7.3. - CONSTATATION DES DELIBERATIONS. COPIES ET EXTRAITS DES PROCES-VERBAUX :

7.3.0. - PROCES-VERBAUX :

Toute délibération est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, les noms et prénoms des associés présents, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à discussion, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat du vote. Le procès-verbal est établi et signé par les gérants et, s'il y a lieu, par le Président de séance. Il est également signé par les associés présents ou, si le procès-verbal ne doit pas être établi à l'issue de la séance, le Président de séance fait établir une feuille de présence qui est signée par tous les associés présents et les mandataires, puis certifiée exacte par les membres du bureau de l'assemblée.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé ainsi que de la justification du respect des formalités prévues supra en 7.2.1. Le procès-verbal est signé par les gérants.

7.3.1. - REGISTRE DES DELIBERATIONS :

Les procès-verbaux de décisions collectives des associés sont établis, les actes sous seing privé ou les procès-verbaux authentiques exprimant ces décisions sont mentionnés, à leur date respective, sur le registre spécial des délibérations prévu à l'article 45 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978. S'il s'agit d'un acte, les mentions contiennent obligatoirement l'indication de la forme, de l'objet et des signataires de cet acte. Le document est lui-même conservé par la société pour en permettre la consultation en même temps que le registre.

7.3.2. - COPIES OU EXTRAITS DES PROCES-VERBAUX :

Les copies ou extraits de procès-verbaux des décisions collectives des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant ou par un liquidateur.

7.4. - EFFETS DES DECISIONS :

Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

8. - COMPTABILITE - COMPTES ANNUELS BENEFICES - AFFECTATION ET REPARTITION

8.0. - COMPTABILITE. COMPTES ANNUELS : ETAT DE SITUATION

Il est dressé, chaque année, par les soins des Gérants, un inventaire de l'Actif et du Passif de la société.

Cet inventaire, qui contient l'état de situation, le bilan le compte de profits et pertes et le compte d'exploitation est soumis chaque année par la gérance à l'approbation des associés réunis en assemblée générale ordinaire.

Les intérêts, dividendes, réserves distribuées, boni, plus-values, primes, et plus généralement tous revenus ou produits perçus par la société, quels que soient leur nature juridique et leur régime fiscal, concourent à la formation de son bénéfice.

8.1. - RESULTATS - AFFECTATION ET REPARTITION :

Le bénéfice distribuable de la période de référence est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires. Sont distribuables également toutes sommes portées en réserve.

Après approbation du rapport d'ensemble des gérants, les associés décident de porter tout ou partie du bénéfice distribuable à un ou plusieurs comptes de réserves facultatives, générales ou spéciales, dont ils déterminent l'emploi et la destination, ou de les reporter à nouveau ; le surplus du bénéfice distribuable est réparti entre les associés comme il est indiqué supra en 6.2.

Les sommes distribuées sont mises en paiement dans les trois mois, sur décision soit des associés soit, à défaut, de la gérance.

Les pertes, s'il en existe, à défaut de leur compensation avec tout ou partie des réserves et du report à nouveau bénéficiaire des exercices antérieurs, sont portées à un compte "pertes antérieures" inscrit au bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs. Les associés, par décision collective appropriée, peuvent encore décider la prise en charge de ces pertes selon toutes modalités qu'ils jugent opportunes, auquel cas elles sont supportées par chacun d'eux comme il est indiqué supra en 6.2.

9. - LIQUIDATION ET DIVERS

9.0. - CONSEQUENCES DE LA DISSOLUTION :

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, à moins que celle-ci n'intervienne en suite de fusion ou de scission.

La dissolution n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution, la dénomination suivie de la mention "société en liquidation", puis du nom du ou des liquidateurs, figure sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

9.1. - NOMINATION ET DUREE DU MANDAT DU LIQUIDATEUR :

La société est liquidée par le ou les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que les associés ne leur préfèrent un ou plusieurs autres liquidateurs nommés par décision collective ordinaire. Les liquidateurs accomplissent leur mission jusqu'à clôture de la liquidation, sous réserve de ce qui est dit à l'alinéa qui suit. Si le mandat de liquidateur vient à être totalement vacant, et faute par les associés d'avoir pu procéder à la ou aux nominations nécessaires, il est procédé à la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs par décision de justice, à la demande de tout intéressé.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le Ministère Public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

Le ou les liquidateurs sont révoqués par décision collective des associés, de nature ordinaire.

La nomination et la révocation d'un liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication.

Ni la société ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation du liquidateur, dès lors que celles-ci ont été régulièrement publiées.

9.2. - MISSION DU LIQUIDATEUR :

Les liquidateurs, s'ils sont plusieurs, agissent ensemble ou séparément. Chaque liquidateur représente la société dans ses relations avec les tiers. Il dispose de tous pouvoirs pour céder tous éléments d'actif, à l'amiable ou autrement, en bloc ou isolément, selon toutes conditions de prix et de règlement jugées opportunes ; il poursuit, s'il le juge opportun, les affaires en cours lors de la dissolution jusqu'à leur bonne fin, mais ne peut sans autorisation de la collectivité des associés, en entreprendre de nouvelles. Il reçoit tous règlements, donne valable quittance, paie les dettes sociales, consent tous arrangements, compromis, transactions et, plus généralement, fait tout ce qui est nécessaire pour la bonne fin des opérations de liquidation.

Le liquidateur ou les liquidateurs, agissant ensemble, rendent compte aux associés de l'accomplissement de leur mission une fois par an, sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences effectuées pendant l'année écoulée.

9.3. - REMUNERATION DU LIQUIDATEUR :

Chaque liquidateur a droit à une rémunération qui est fixée par la décision portant nomination. Lorsque la société est liquidée par le ou les derniers gérants en exercice, ceux-ci provoquent la décision, de nature ordinaire, nécessaire.

9.4. - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES :

Pendant la liquidation, les associés conservent toutes leurs prérogatives, notamment celles relatives à l'information et aux prises de décisions collectives.

Les liquidateurs sont substitués aux gérants pour l'application des dispositions visées supra en 7.. Tous documents soumis aux associés sont obligatoirement établis et présentés en commun.

9.5. - CLOTURE DE LA LIQUIDATION. REPARTITION. ATTRIBUTIONS :

La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de la liquidation. A défaut d'approbation des comptes ou si la consultation s'avère impossible, il est statué sur les comptes et, le cas échéant, sur la clôture de la liquidation, par le Tribunal de Grande Instance à la demande du liquidateur ou de tout intéressé. Les comptes définitifs, la décision des associés et, s'il y a lieu, la décision judiciaire prévue à l'alinéa précédent, sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

La radiation au Registre du Commerce et des Sociétés ne peut être obtenue que sur justification de l'accomplissement des formalités ci-dessus, ainsi que de la publication dans le journal d'annonces légales ayant reçu l'avis de nomination du liquidateur, de l'avis de clôture contenant les indications prescrites par l'article 29 du décret n° 78-704 du 3 Juillet 1978.

Après approbation des comptes définitifs de liquidation, il est procédé aux répartitions entre ex-associés comme il est indiqué supra en 6.2.

Il est fait application des règles concernant le partage des successions ainsi, le cas échéant, que des dispositions de l'article 1844-9 du Code Civil, relatives aux attributions en nature.

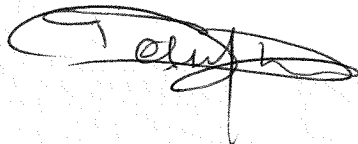
Tous pouvoirs sont conférés, en tant que de besoin, au liquidateur pour opérer toutes répartitions.

Fait aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.
Et après lecture faite, les parties ont signé le présent acte.

fait le 21 juil 2021.

P. Bouyssou

D. Bouyssou

A stylized handwritten signature, likely of P. Bouyssou, consisting of a large loop and a horizontal stroke.A stylized handwritten signature, likely of D. Bouyssou, featuring a large loop and a horizontal stroke.